



Du positif : d'Ankara à Moscou, l'intégration de l'Eurasie est en marche

L'Union économique eurasiennne dirigée par la Russie déploie ses ailes et gagne en force, avec des projets clés, de grands acteurs et de grands travaux en cours

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 14 avril 2018

[Asia Times](#) 5 avril 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),

[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Alors que les présidents Vladimir Poutine, Hassan Rouhani et Recep Tayyip Erdogan se sont rencontrés à Ankara pour un deuxième sommet Russie-Iran-Turquie sur l'avenir de la Syrie, Moscou a accueilli sa 7^e conférence internationale de sécurité réunissant des ministres de la défense de dizaines de pays.

Une illustration plus parlante de la dynamique de synchronicité vers l'intégration de l'Eurasie serait difficile à trouver.

Fondamentalement, la Chine a envoyé non seulement une délégation de haut rang à Moscou, mais surtout un message fort et clair. Le général Wei Fenghe, nouveau ministre chinois de la Défense aux côtés de son homologue russe Sergueï Choïgou, a déclaré : « *La partie chinoise est venue informer les Américains des liens étroits entre les forces armées russes et chinoises.* » Choïgou, pour sa part, a souligné le « *caractère spécial* » du partenariat Russie-Chine.

Même avant la réunion, le *Global Times* [soulignait](#) le fait que la diabolisation de la Russie, sans arrêt couplée à la guerre commerciale américano-chinoise qui n'en finit pas, ne ferait que renforcer le partenariat « *à caractère spécial* ».

Et puis le ministre iranien de la Défense, le général de brigade Amir Hatami, a élargi la portée, affirmant que les « *plans étrangers* » liés à la sécurité au Moyen-Orient échoueraient inévitablement – ils doivent être élaborés en Asie du Sud-Ouest.

Ce qui s'est passé à Moscou doit nécessairement être vu à la lumière de ce qui s'est passé à Ankara.

Un engagement commun

La première réunion trilatérale Russie-Iran-Turquie sur la Syrie s'est tenue à Sotchi le 22 novembre dernier. Sotchi a conduit à la mise en place du *Congrès du dialogue national syrien* et d'un comité de 150 personnes chargé de rédiger une nouvelle constitution pour la Syrie. Toutes ces procédures suivent essentiellement les lignes directrices établies par le processus de paix de Genève en 2012. Même l'ONU a salué Sotchi comme « *une*

contribution importante à un processus de négociations intra-syrien relancé ».

Avant la réunion d'Ankara, les ministres des Affaires étrangères de la Russie (Sergueï Lavrov) de l'Iran (Mohammad Javad Zarif) et de la Turquie (Mevlut Cavusoglu) se sont rencontrés début avril à Astana pour préparer le terrain.

La déclaration commune finale ne trompe pas en soulignant leur engagement commun pour la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Le fait qu'Ankara soit le premier voyage à l'étranger de Poutine après sa réélection en dit long. La stratégie russo-irano-turque en Syrie, progressivement développée à Astana, a établi un équilibre délicat entre les zones de désescalade – la banlieue de la Ghouta à l'est de Damas, Idlib, Homs et la frontière syro-jordanienne – et les couloirs humanitaires, permettant à de nombreux civils de quitter les zones de guerre, notamment dans le cas de la Ghouta.

La guerre dans la Ghouta orientale contre une galaxie djihadiste a été presque [gagnée](#) par l'Armée arabe syrienne (AAS) soutenue par un ensemble de compétences russes à travers un support militaire aérien et des négociations habiles et, de manière significative, aucune contribution des commandants militaires iraniens. Les restes des soi-disant « *rebelles modérés* » ont été envoyés à Idlib. Damas n'est plus bombardée. Ce fut la plus grande victoire de l'AAS depuis la libération d'Alep en décembre 2016.

Cependant, la Syrie du Nord reste une affaire beaucoup plus délicate, car nous avons une intrigue secondaire de facto entre l'OTAN et... l'OTAN. Les troupes turques contre les YPG Kurdes, une force américaine par procuration.

Le fait que l'offensive AAS-Russie dans la Ghouta orientale se soit déroulée parallèlement à l'opération néo-orwelienne *Rameau d'olivier* des Turcs dans la région kurde d'Afrine manifeste un accord complexe entre la Russie, l'Iran et la Turquie élaboré à Astana – les diplomates ont confirmé ce fait au média *Asia Times*.

Pour autant, Téhéran a montré son exaspération face aux incursions militaires turques en Syrie, en ordonnant aux commandants iraniens de ne pas intervenir dans la Ghouta orientale et à Afrin, Téhéran s'est en même temps assuré qu'Ankara ne ferait pas obstacle à l'extermination et/ou au transfert des djihadistes menaçant Damas.

La principale discussion au sommet trilatéral à Ankara portait sur ce qu'il se passe aux environs d'Idlib – maintenant le refuge ultime des « *rebelles modérés* » djihadistes, où Hayat Tahrir al-Sham, qui est lié à al-Qaïda, combat un Front de libération syrien soutenu par la Turquie et qui se trouve abriter également des djihadistes inconditionnels tels qu'Ahrar al-Sham.

Tout dépend de savoir si Ankara pourra persuader cette congrégation de mauvaises forces que la guerre est en fait terminée. Sinon, l'AAS, soutenue par la puissance aérienne russe, lancera une autre campagne de bombardement, ajoutant potentiellement des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires aux 3,5 millions déjà enfermés à l'intérieur des frontières de la Turquie.

Ce qui est certain, c'est qu'Ankara ne se sentira pas encline à quitter le nord-ouest et le centre-nord de la Syrie de sitôt. Comment Moscou et Téhéran – sans parler de Damas – vont réagir est une question ouverte – explosive.

Donnez-moi mes S-400 en temps et en heure

Le partenariat russo-turc est centré sur le triangle crucial : énergie, nucléaire et armements.

La Russie « à l'origine de la création de l'industrie nucléaire en Turquie » selon Iouri Outchakov, conseiller du président Erdogan, va lancer la construction de la première centrale nucléaire turque à Akkuyu pour un coût de \$20 milliards. Le premier réacteur devrait être prêt en 2023 et l'usine sera la propriété de la Russie.

Suite à un contrat signé en décembre dernier, Moscou fournira également le système de défense sol-air S-400 à Ankara avant 2020, plus tôt que prévu « À la demande de nos amis et partenaires turcs », selon Poutine. L'OTAN n'est pas vraiment satisfaite.

Et puis, il y a le gazoduc *Turkish Stream*, d'une valeur de \$12 milliards qui est en cours de développement. Le segment terrestre va bientôt recevoir un permis d'Ankara. Plusieurs membres de l'UE ne sont pas vraiment satisfaits.

Tout cela annonce que la diplomatie russe renforce soigneusement ses relations avec des États membres bien précis de l'UE et de l'OTAN. Même si l'objectif ultime est de convaincre l'OTAN de se dégager des confins occidentaux de la Russie, ou du rideau de fer de la guerre froide de la mer Baltique à la mer Noire, il reste encore beaucoup à faire pour changer la donne au point que la Turquie laisse tomber l'OTAN.

Un bras de fer sera certainement atteint car une offensive de charme concertée de la Russie et la Chine pourrait conduire M. Erdogan à considérer les avantages de l'adhésion à l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS). Ankara approfondit ses liens d'affaires avec le Pakistan, membre à part entière de l'OCS, et l'Iran, désormais en statut d'observateur et sur le point de devenir membre à part entière.

La Russie, la Chine et l'Iran sont les trois vecteurs clés de l'intégration eurasiennne, incluant tout depuis le [Pipelinistan](#), jusqu'aux réseaux de connectivité des flux commerciaux. Erdogan ne convoite pas le rôle de spectateur dans les tribunes.

Exactement comme un mouvement d'horlogerie, un élément supplémentaire d'intégration de la Russie et de l'Iran pourrait être ajouté car Téhéran devrait [rejoindre](#) l'Union économique eurasiatique (UEE) dirigée par la Russie avant la fin de l'année. Le libre échange dans l'UEE – qui comprend aujourd'hui la Russie, le Kazakhstan, le Bélarus, le Kirghizistan et le Vietnam – suscite l'intérêt de tous, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, jusqu'à la Serbie, Israël et les pays sud-américains. Erdogan surveille certainement cela avec attention.

Et maintenant il est temps de reconstruire

Dès le début, l'affrontement en Syrie était une [guerre du Pipelineistan](#). Un objectif majeur était d'abandonner la perspective d'un gazoduc Iran-Irak-Syrie de \$10 milliards – pour lequel un mémorandum d'accord a été signé en 2011 – et de le remplacer par un gazoduc Qatar-Turquie après un changement de régime en Syrie.

Le Qatar et la Maison des Saoud ont fini par être les perdants géopolitiques certifiés en Syrie. Le blocus saoudien du Qatar a échoué lamentablement. La nouvelle équation révèle que le Qatar, soutenu par Oman et le Koweït, se rapproche de l'Iran et se rapproche encore plus de la Turquie.

Ankara opère la base militaire de Tariq bin Ziyad au Qatar. L'Iran et le Qatar renforcent leur coopération à South Pars – le plus grand champ gazier de la planète. Des choses plus étranges sont arrivées que de simplement planifier un pipeline qui sera finalement achevé dans un proche avenir, transportant du gaz Iran-Qatar et transitant par la Turquie alors même que la Russie et la Chine restent activement impliquées dans l'industrie gazière qatari.

Avec la perspective d'une reconstruction syrienne enfin à portée de main, Beijing va mettre le turbo pour faire de la Syrie une étape importante sur sa *Route de la Soie* (OBOR).

Sur le front russe, le ministre de l'Énergie, Alexandre Novak, a confirmé que les géants de l'énergie, *Lukoil* et *Gazprom Neft*, se concentrent déjà sur la reconstruction et le développement des infrastructures énergétiques de la Syrie, gravement endommagées, à la suite d'une feuille de route pour la coopération signée en février dernier.

Les entreprises russes ont été invitées à moderniser la raffinerie de [Baniyas](#) et à construire une nouvelle raffinerie en partenariat avec l'Iran et le Venezuela. Damas et Moscou vont ouvrir une ligne maritime directe pour faciliter le commerce et mettre en place une banque contrôlée par leurs propres banques centrales.

Selon le Premier ministre syrien Wael al-Halqi, des accords sur l'énergie, le commerce et la finance ont été signés pour un montant de \$1 milliard. Auparavant, l'ambassadeur syrien en Russie, Riyad Haddad, a promis que les nations qui ont aidé la Syrie à combattre le terrorisme « *ont le droit d'être en tête* » pour restaurer l'économie du pays.

Autrement dit, principalement la Russie, l'Iran et la Chine. Il reste à voir quel rôle – s'il y en a un – sera joué par le nouvel ottomanisme d'Erdogan.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [From Ankara to Moscow, Eurasia integration is on the move](#), Asia Times, le 5 avril 2018

Traduit par jj, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2018

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca